

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, 03 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 LUMBRES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\
SICAL_Lumbres_070.01030\2_Inspections\2022 03 01\Rapport\Rapport modifié\

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 LUMBRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Elle porte sur les niveaux de production de l'usine de pâte à papier, de papier et de carton, ainsi que sur les consommations et rejets d'eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 LUMBRES
- Code AIOT dans GUN : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à autorisation pour les rubriques 3610-b, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et 2921-1-a de la nomenclature des Installations Classées. L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22/10/2009 et du 3/07/19.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- consommation d'eau
- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 6/9/12	/	Consignation
Activités autorisées	AP Complémentaire du 22/10/2009, article 3	/	Mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 3.1	/	Sans objet
Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 3.3.	/	Sans objet
Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/07/2019, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions relatives aux consommations d'eau et aux rejets d'eaux de process sont respectées.

La présente inspection, qui permet de constater que les niveaux de production de pâte à papier et de papier sont supérieurs aux quantités autorisées, est réalisée dans le cadre du suivi des démarches engagées par l'exploitant pour régulariser sa situation administrative au regard de ces dépassements.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : APMD du 6/9/12 - article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Activités autorisées
Prescription contrôlée : En application de l'article L.514-2 du Code de l'Environnement, la société SICAL dont le siège social est situé 69 rue du Docteur Pontier 62 380 LUMBRES, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative de ses activités situées à la même adresse, en déposant un dossier de demande d'autorisation conforme à l'article R.512-3 du Code de l'Environnement, dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique ses niveaux de production pour les années 2020 et 2021 pour le papier : année 2020 : 55 495 t soit 158 t/j pour 350 jours de production année 2021 : 59 514 t soit 170 t/j pour 350 jours de production Les niveaux de production de papier en 2020 et 2021 ne respectent pas la valeur limite de 110 t/j. pour le carton : année 2020 : 59 508 t soit 170 t/j pour 350 jours de production année 2021 : 63 263 t soit 180 t/j pour 350 jours de production L'exploitant a déposé un dossier de régularisation en décembre 2013 conformément à l'APMD du 6/09/12. Suite à l'examen de ce dossier, une demande de compléments en date du 1er février 2016 est restée sans réponse de la part de l'exploitant. A ce jour, le dossier reste incomplet et la capacité de production de papier demeure au dessus du seuil réglementaire de 110 t/j. L'exploitant déclare avoir retenu le cabinet SOCOTEC pour finaliser le dossier de demande d'autorisation avec un dépôt envisagé dans le courant de l'été 2022. Les dispositions de l'article 1er de l'APMD du 6/09/12 ne sont donc pas respectées.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Origine de l'approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient de cinq forages exploités antérieurement à 1925, de capacité 64 m3/h chacun.

L'approvisionnement en eau de l'usine de LUMBRES est indiqué selon son utilisation dans le tableau ci-après :

Secteur / Utilisation	Provenance	Consommation maximale annuelle
Atelier de fabrication de papier pour ondulé	Forages n° 3 et 4 principalement Forages , ° 1, 2, 5 en complément via une bâche de stockage	525 000 m3
Atelier de fabrication et de transformation de carton ondulé	Forage n° 2 principalement via la bâche tampon	35 000 m3
Ateleir de fabrication des emballages en polystyrène	Forage n° 2 principalement via la bâche tampon	3 500 m3

Constats : L'installation est approvisionnée par 5 forages situés à proximité de l'entrée du site, les forages n°1, 2, 3 et 4 sont dans le bâtiment « département papier » et le forage n°5 est implanté au niveau du parking au coin sud-est du bâtiment « département papier ».

Les consommations annuelles pour l'ensemble des forages pour les dernières années sont les suivantes :

- 407 890 m³ en 2018 ;
- 416 064 m³ en 2019 ;
- 430 000 m³ en 2020 ;
- 449 000 m³ en 2021.

Les consommations constatées pour les 4 dernières années respectent les valeurs maximales autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Relevé des prélèvements d'eau 3.3.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Il est installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage, et est plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. 3.3.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. .../...
Constats : Les 5 forages sont situés à proximité de l'entrée du site, les forages n°1, 2, 3 et 4 sont dans le bâtiment « département papier » et le forage n°5 est implanté au niveau du parking au coin sud-est du bâtiment « département papier ». Le forage n°3 n'est plus en service actuellement. Le busage existe encore, mais l'ensemble pompe + compteur + disconnecteur a été déposé. L'exploitant indique qu'il se laisse la possibilité de remettre dans l'avenir ce forage en service. Les forages disposent de compteurs. Les relevés des consommations sont réalisés quotidiennement. Vu le registre format informatique pour le mois de janvier 2022 qui reprend les consommations quotidiennes de chaque forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : activités autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2009, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, activités autorisées

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/04/1999 modifié sont annulées et remplacées par:

.../...

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2430-2	A	Préparation de la pâte à papier	Capacité maximale de production de pâte : 110 t/j
329	A	Dépôt de papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t.	Stock maximal extérieur : 2 600 t Stock maximal couvert : 475 t sur 3 implantations (100, 350 et 25 t) Total stocké : 3075 t

Constats : Rubrique 2430-2 :

L'exploitant indique ses niveaux de production de pâte à papier pour les années 2020 et 2021 :

année 2020 : 60 797 t soit 166 t/j

année 2021 : 63 728 t soit 174 t/j

Les niveaux maximum autorisés de production de pâte à papier ne sont pas respectés.

Rubrique 329 : l'exploitant indique que le volume de vieux papiers stockés sur site le 1/03/22 est de 1 017 t. Le volume maximum autorisé de 3075 t est respecté.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2019, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Respect niveaux d'émissions rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Respect des niveaux d'émission associés aux Meilleures Techniques Disponibles

Les dispositions de l'article 8.4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/04/1999 sont abrogées et remplacées par :

8.4.3.1 Les rejets d'eaux résiduaires issues du traitement des effluents indiqués aux points 1 et 2 de l'article 7.1 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

Paramètres	Flux massique annuel (kg/an)*	Flux massique journalier maximum (kg/j)	Concentration moyenne maximale (mg/l)	Niveau d'émission maximum moyen annuel
DCO	73150	330	/	1,4 kg/t
DBO5	27000	75	/	/
MES	23500	75	/	0,45 kg/t
Azote global	4700	47	15 mg/l si le rejet dépasse 150 kg/l	0,09 kg/t
Phosphore total	420	9,3	2 mg/l si le rejet dépasse 40 kg/l	0,008 kg/t
Composés organiques du chlore (AOx)	665	4,7	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j	/
Hydrocarbures totaux	3240	9	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j	/
Indice Phénol	162	0,45	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j	/

Des concentrations sont données à titre indicatif. Pour les paramètres suivants l'exploitant se compare à ces valeurs et suit l'évolution de ses rejets sur ces paramètres :

- DCO: 330 mg/l
- DBO5: 75 mg/l
- MES: 75 mg/l

(*) valeur à respecter par année civile.

Constats : L'exploitant présente les résultats d'autosurveillance des rejets de la station d'épuration interne du site pour le mois de janvier 2022.

Les résultats des mesures quotidiennes respectent les valeurs limites pour l'ensemble des paramètres analysés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1

ARRÊTÉ portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SICAL Commune de LUMBRES

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5 et L. 512-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Louis LEFRANC, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 octobre 2009 et du 3 juillet 2019 autorisant la société SICAL à exploiter une papeterie cartonnerie sur un terrain situé 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380) ;

VU la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 1er mars 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 prescrit que la capacité maximale de production de pâte à papier est limitée à 110 t/j ;

CONSIDERANT que l'exploitant indique avoir produit 60 797 tonnes de pâte à papier au cours de l'année 2020 (ce qui représente environ 166 t/j) et 63 728 tonnes au cours de l'année 2021 (ce qui représente environ 174 t/j) ;

CONSIDERANT que ce constat constitue une non-conformité à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SICAL de respecter les dispositions des articles 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1 :

La société SICAL, dont le siège social est situé 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380), et qui exploite à la même adresse une papeterie cartonnerie, est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

	Prescriptions				Délais
Article 3 de l'APC du 22/10/2009	Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/04/1999 modifié sont annulées et remplacées par: .../...				3 mois
	Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	
	2430-2	A	Préparation de la pâte à papier	Capacité maximale de production de pâte : 110 t/j	
	.../...				

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Article 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de SAINT-OMER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SICAL et dont une copie sera transmise au Maire de LUMBRES.

ANNEXE 2

ARRÊTÉ portant consignation de sommes

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SICAL Commune de LUMBRES

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5 et L. 512-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Louis LEFRANC, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 octobre 2009 et du 3 juillet 2019 autorisant la société SICAL à exploiter une papeterie cartonnerie sur un terrain situé 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-243 du 6 septembre 2012 mettant en demeure, dans un délai de 6 mois, la société SICAL de procéder à la régularisation administrative de ses activités situées 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380) ;

VU la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 1^{er} mars 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier duinformant conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L 171-8 du code de l'environnement l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 1er mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 6 septembre 2012 imposant à la société SICAL de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDERANT que cette situation présente des risques vis-à-vis de l'environnement de l'établissement concerné, notamment par un risque de pollution des eaux, et qu'il convient donc d'y mettre un terme ;

CONSIDERANT que ce non-respect constitue un manquement caractérisé à la mise en demeure susvisée ;

CONSIDERANT que les estimations dont dispose l'inspection permettent d'évaluer à 40 000 euros le coût d'un dossier de régularisation pour le site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu d'obliger la société SICAL à consigner entre les mains du comptable public une somme correspondant au montant de réalisation d'un dossier de régularisation conformément aux dispositions du 1° de l'article L 171-8 du code des marchés publics ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1 :

La procédure de consignation prévue à l'article L 171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société SICAL, qui exploite une papeterie cartonnerie sise au 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380), pour un montant de total de 40 000 euros répondant du coût de la régularisation administrative de l'installation prévue par l'arrêté préfectoral de mise en demeure 6 septembre 2012 ;

Les prestations de la société SICAL attendues sont réparties en deux phases comme suit :

- présentation, dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un bon de commande signé auprès d'un bureau d'études pour la réalisation du dossier de régularisation ;
- dépôt en préfecture, avant le 16 septembre 2022, du dossier de régularisation administrative.

A cet effet :

- un premier titre de perception d'un montant de 10 000 euros est rendu exécutoire dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté en cas de non-présentation du bon de commande signé auprès d'un bureau d'études pour la réalisation du dossier de régularisation ;
- un second titre de perception d'un montant de 30 000 euros est rendu exécutoire le 16 septembre 2022 en cas de l'absence de dépôt en préfecture du dossier de régularisation complet et régulier.

Article 2 – Après avis de l'inspection de l'environnement, les sommes consignées pourront être restituées à la société SICAL au fur et à mesure de l'exécution par l'exploitant des mesures prescrites selon les phases décrites à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Ces sommes feront l'objet d'un arrêté de déconsignation.

Article 3 – En cas de non-présentation du dossier de régularisation, la société SICAL perdra le bénéfice des sommes consignées à concurrence des sommes engagées pour la réalisation des prestations nécessaires à la régularisation. Ces dernières pourront être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

Article 4 – Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Article 7 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de SAINT-OMER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SICAL et dont une copie sera transmise au Maire de LUMBRES.